

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

justement parce qu'il n'y a pas chez nous cette uniformité monotone et parce qu'il sait tolérer, accepter et apprécier la grande liberté de choix inhérente à cette diversité. Notre diversité ne doit pas nous limiter, mais bien nous élever. C'est à nous de reconnaître que notre potentiel peut s'élargir et s'élever à de nouvelles dimensions grâce à elle, et qu'il ne s'agit pas de fuir la réalité quand de part et d'autre, on sent partout le désir d'un nouveau genre de fédéralisme régional équilibré.

Le gouvernement actuel a attendu beaucoup trop longtemps pour reconnaître les aspirations régionales des Canadiens. Le bill dont nous sommes saisis n'est qu'un bien petit signe dans cette voie. Le gouvernement et son chef se posent à présent en sauveurs de la Confédération alors que le premier ministre (M. Trudeau) et son gouvernement, loin d'être les sauveurs de la confédération ont tout fait pour la saper.

Une voix: Quelle honte!

M. Wenman: Avec leur arrogance, leur recherche de la confrontation et leurs abus de pouvoir, ils en sont arrivés à un degré de centralisation auquel ne pensaient pas ceux qui ont voulu créer une union de partenaires.

Sur les 4,000 personnes de ma circonscription qui ont rempli un questionnaire, 80 p. 100 ont répondu que les appels au séparatisme lancés en diverses régions du Canada ne répondent pas tant à un désir de séparation qu'au mécontentement suscité par le gouvernement et l'administration d'Ottawa, qui sont devenus trop envahissants, trop tentaculaires et trop sourds aux désirs des Canadiens. 80 p. 100 ont estimé que ce que veulent vraiment les Canadiens, ce n'est pas le séparatisme, mais un gouvernement meilleur et moins puissant. Donc le sentiment exprimé par des gens de l'Ouest correspond exactement à celui qui a amené le changement de gouvernement au Québec, et nous verrons bientôt un pareil changement au gouvernement fédéral.

J'ai confiance dans mes sentiments canadiens et dans ceux de mes électeurs. 95 p. 100 de mes électeurs qui ont répondu au questionnaire ont déclaré qu'ils désiraient voir leur province ou leur région rester dans la Confédération. Nous n'avons pas de doute quant au sentiment canadien de Fraser Valley-Ouest, mais nous croyons qu'on a donné trop de crédibilité aux non-représentatifs, aux séparatistes, aux minorités bruyantes.

Monsieur l'Orateur, je tiens à ce que ma province reste au Canada parce que je suis Canadien. Je crois au Canada. Je crois en un pays fort et uni.

Des voix: Bravo!

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, en examinant les formules mathématiques du bill C-37 et compte tenu de ce qu'on nous présente un fait accompli, il ne faut pas s'étonner que tant de nos collègues qui ont pris part au débat aient voulu exprimer en termes généraux leur attachement à la Confédération. Et c'est à cela justement qu'il faut s'attendre de la part du Parlement canadien, à cette époque de crise de notre confédération. Les Canadiens tiennent à connaître le sentiment de leurs députés, ils veulent savoir ce que nous allons faire pour sauver le pays si nous tenons à maintenir son unité.

Il est malheureux que le premier ministre (M. Trudeau) ne soit pas venu nous dire ici à la Chambre des communes, ce qu'il disait aujourd'hui à Washington; qu'il ne soit pas venu participer à un débat sur l'unité nationale et l'avenir du pays, unité nationale qui demanderait à être définie pour le bien des

Canadiens. Il ne s'agit pas seulement en ce moment de la menace d'éclatement de la Confédération et des questions linguistiques et culturelles, mais des problèmes économiques et des disparités régionales qui règnent au pays. Car cela aussi doit être examiné dans un débat général sur l'unité nationale. C'est pourquoi, si l'on jette un coup d'œil sur les débats de ces deux derniers jours, on constate que la Chambre a cherché à élargir son optique. Les députés en ont assez qu'on règle les grands problèmes de notre pays dans les conférences fédérales-provinciales, dans les discours télévisés à la nation et dans les discours au Congrès des États-Unis. Je crois que c'est ici que nous devons manifester le leadership que souhaitent les Canadiens.

Nous avons entendu ce soir des députés de Terre-Neuve et de Colombie-Britannique nous dire que leurs électeurs désiraient rester dans la Confédération et faire face dès maintenant au problème qui menace notre pays. J'aimerais dire un mot des gens de l'Alberta. Je crois que nous n'entendons pas suffisamment de déclarations positives qui reflètent vraiment les sentiments de l'Alberta. Je dois vous dire, monsieur l'Orateur, que je n'aime pas du tout la façon dont certains journalistes de l'Est présentent l'Alberta en interviewant des gens qui disent ne pas se soucier si le Québec se sépare et que leur avenir n'est pas vraiment en jeu. Je crois que c'est là le point de vue d'une faible minorité et seulement d'une très faible partie de la population de l'Alberta. Les gens à qui je parle reconnaissent que les problèmes posés par les élections du 15 novembre au Québec doivent être résolus par tous les Canadiens.

Je n'aime pas du tout qu'un grand libéral, Bryce Mackasey, aille en Alberta pour dire que les Albertains ne sont pas prêts à payer le prix pour rester dans la Confédération et que la presse l'interviewe comme si c'était une grande découverte qu'il valait la peine de communiquer à tous les Canadiens. A mon avis, les Albertains paient le prix et je reconnais que nous devons continuer à payer pour l'unité nationale.

Il est absolument injuste de dire que les Albertains ont l'esprit étroit sur ce sujet et même pour ce qui est des langues et des cultures. Je peux vous dire, monsieur l'Orateur, que les gens d'Edmonton font la queue pour inscrire leurs enfants dans les écoles françaises de la ville et qu'il y a là une communauté française très active qui profite de la télévision, de la radio et des journaux français. Nous avons fait bien des choses dans notre province pour tenir compte de la diversité et de la plénitude du caractère canadien.

C'est de la calomnie de dire que les Albertains ne sont pas prêts à payer le prix pour rester dans la Confédération alors que nous le payons déjà par les subventions que nous accordons pour l'énergie au reste du pays dans notre désir de demander moins que le prix mondial. Il y a aussi le tarif-marchandises. Cela fait des années qu'on fournit des preuves à la Chambre sur la discrimination en matière de tarif-marchandises.

A propos des transports, monsieur l'Orateur, je pense à la décision rendue aujourd'hui par la Cour suprême du Canada dans le conflit avec la Pacific Western Airlines que le gouvernement fédéral a traînée jusqu'à la Cour suprême. Cette dernière a décidé aujourd'hui par neuf voix contre zéro de maintenir l'acquisition de la PWA par la province de l'Alberta. Je pense que la décision du gouvernement albertain de faire